



COMMUNIQUE DE PRESSE

ZNT : inacceptable !

Le gouvernement a récemment engagé la consultation autour des Zones de Non-Traitement (ZNT). Certaines associations et certains maires, par pure démagogie, souhaitent imposer des distances de ZNT ahurissantes, alors que les 5 et 10 mètres, déjà inacceptables, proposés par le gouvernement porteraient fortement atteinte aux exploitations françaises.

Paris, le 10 septembre 2019 – « *L'empilement des contraintes devient insupportable pour les producteurs de grandes cultures* », déclare Éric Thirouin, président de l'Association Générale des Producteurs de Blé (AGPB), qui poursuit : « *Nous sommes déjà assommés par des prix qui ne nous rémunèrent pas et l'accroissement des taxes et charges. Le nombre de substances actives phytosanitaires autorisées a diminué de deux tiers en moins de 20 ans, les conditions d'utilisation et de formation se sont considérablement renforcées. Et aujourd'hui, on nous parle de zones de non-traitement de 5 mètres, 10 mètres, voire, pour certains, 150 mètres ce qui engendrerait des pertes de surface inouïes pour les agriculteurs, de l'ordre de 20 % des surfaces agricoles selon les régions : souhaite-t-on la mort de l'agriculture française* » ?

Le conseil d'administration de l'AGPB réuni ce jour, tient à souligner que le débat actuel sur les ZNT n'est qu'une occasion de plus pour des associations déconnectées de la réalité de promouvoir leur idéologie et d'exiger le bannissement pur et simple des produits phytosanitaires. On ne peut pas en permanence prôner la lutte contre l'artificialisation des terres agricoles et l'importance des productions destinées à l'alimentation, et promouvoir des mesures qui conduiront inéluctablement à retirer des terres de la production ! Il n'appartient pas aux agriculteurs de supporter les conséquences des décisions des maires et des aménageurs sur l'extension des lotissements et ce n'est pas aux agriculteurs à payer !

Le discours présent dans les médias ces derniers jours laisse parfois entendre que les distances de 5 et 10 mètres sur les cultures basses telles que les céréales, proposées par le gouvernement, est une victoire pour le monde agricole. C'est tout l'inverse. « *Les discussions entre les agriculteurs et les habitants devaient s'organiser dans le cadre des chartes riverains, ce qui a déjà abouti à plusieurs consensus dans certains départements* », explique Eric Thirouin. « *Les relations entre agriculteurs et riverains, qu'on nous décrit comme étant explosives, sont au contraire très bonnes dans l'immense majorité des cas. Monter les français les uns contre les autres, stigmatiser une profession ce n'est pas ce que nous attendons des femmes et des hommes politiques qui nous dirigent !* »

Il est temps de stopper cette machine infernale qui n'aura comme résultat final que d'achever l'agriculture française. « *Les associations environnementales qui nous attaquent seront sûrement ravies d'importer demain ce qu'ils ne veulent plus que nous produisions aujourd'hui en France* », conclut Eric Thirouin.

Contacts presse : Agence Ressources De la Nature

Fadela Benabadji

Tel : 01 85 09 83 70

Mobile : 06 11 34 22 39

fbenabadji@agence-rdn.com

Guillaume Lorre

Tel : 01 85 09 83 74

Mobile : 07 50 14 58 26

glorre@agence-rdn.com

A propos de l'AGPB :

Créée en 1924, l'Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales, syndicat professionnel agricole, représente les intérêts des producteurs de céréales. L'AGPB est dirigée par des agriculteurs élus représentant les départements, issus du monde syndical et économique. Elle est une association adhérente de la FNSEA.